

Ce formulaire vous permet de demander une allocation suite au décès de votre enfant de moins de 25 ans.  
Si vous êtes déjà allocataire auprès de la Caf, il est inutile de compléter cette demande. Le versement de votre allocation sera automatique.

**Attention : cette allocation n'est pas cumulable avec le capital décès auquel vous pourriez prétendre si votre enfant était âgé de 16 à 25 ans.**  
Votre Caf ou votre MSA vous recontactera pour vous informer sur les choix possibles.

**Demander**

Monsieur       Madame

Nom de famille (de naissance) : .....

Nom d'usage (facultatif) : .....

Prénoms (dans l'ordre de l'état civil) : .....

Votre date de naissance :

Ville de naissance : .....département

ou pays (si né hors de France) : .....

Nationalité :  Française     Ue, EEE\* ou Suisse     Autre

N° de sécurité sociale :

Organisme(s) autre(s) que Caf  
qui vous versent des prestations : .....

Date d'entrée en France si vous résidez à l'étranger :

\* Cf. liste des pays en page 4

**Conjoint(e), concubin(e) ou pacsé(e)**

Monsieur       Madame

Nom de famille (de naissance) : .....

Nom d'usage (facultatif) : .....

Prénoms (dans l'ordre de l'état civil) : .....

Votre date de naissance :

Ville de naissance : .....département

ou pays (si né hors de France) : .....

Nationalité :  Française     Ue, EEE\* ou Suisse     Autre

N° de sécurité sociale :

Organisme(s) autre(s) que Caf  
qui vous versent des prestations : .....

Date d'entrée en France si vous résidez à l'étranger :

\* Cf. liste des pays en page 4

**Enfant décédé âgé de moins de 25 ans** En cas de séparation ou de résidence alternée un seul des parents peut percevoir cette allocation.

Nom et prénom	Date et lieu ou pays de naissance	Date de décès	
.....	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	<p>Nous vous proposons un accompagnement personnalisé, notamment dans la réalisation de vos démarches.</p> <p>Acceptez-vous qu'un travailleur social vous contacte pour vous proposer ce service ?</p> <p style="text-align: right;"><input type="checkbox"/> oui      <input type="checkbox"/> non</p>
.....	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	
.....	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	

**Autre enfant à votre charge**

Nom et prénom	Date et lieu ou pays de naissance	Date d'arrivée si différente date de naissance	situation actuelle (Scolarité, apprentissage, activité professionnelle* ...)	Enfant résidant à l'étranger	Enfant en résidence alternée**
.....	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
.....	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

\* Si l'enfant est salarié ou apprenti, précisez son dernier salaire net mensuel.

\*\*En cas de séparation et de résidence alternée, vous pouvez demander le partage des allocations familiales. Téléchargez le formulaire sur [caf.fr](http://caf.fr) ou demandez-le à votre Caf.

S XXXXXX

Emplacement réservé

Date demande :

PAGE 1/4

MAT 000000 -  
IDX X 2031001 K 97\_-



\*000000203100000000\*

# Demande d'allocation versée en cas de décès d'un enfant

## Votre adresse

Votre adresse complète : .....  
 Code postal : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] Commune : ..... Pays (si autre que France) : .....  
 Numéro de téléphone - Domicile : ..... Autre (travail ou portable) .....  
 Adresse mail : ..... @ .....  
 Depuis quelle date résidez-vous à cette adresse ? [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]  
 Si vous vivez en couple ou que votre conjoint, concubin ou pacsé réside à l'étranger, précisez :  
 Le pays : ..... depuis quelle date : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

### Attention !

Pour percevoir cette allocation votre résidence principale doit être en France, sauf si votre situation relève des règlements communautaires ou d'accords internationaux.

## Situation(s) professionnelle(s) actuelle(s)

**Demandeur**

**Conjoint(e), concubin(e) ou pacsé(e)**

### En activité professionnelle

Salariée, y compris préretraite progressive, stage et apprentissage

depuis le [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

depuis le [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

Agent titulaire de la fonction publique (*hospitalière, territoriale, État*)

depuis le [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

depuis le [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

Marin pêcheur

depuis le [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

depuis le [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

Non salarié agricole

depuis le [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

depuis le [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

N° Cgs .....

N° Cgs .....

### Pour toutes ces situations, précisez :

S'il y a lieu, le nom de l'employeur ou de l'organisme de formation et son adresse : .....

Vous ou votre employeur cotisez **en France**

à l'Urssaf  à la Cgss

à l'Urssaf  à la Cgss

autre régime lequel ? .....

autre régime lequel ? .....

**à l'étranger**

précisez le pays .....

précisez le pays .....

### Au chômage (*indemnisé ou non*)

S'agit-il de chômage partiel ?

oui  non

oui  non

### À la retraite, pensionné

(y compris en préretraite totale)

depuis le [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

depuis le [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

De quel(s) régime(s) percevez-vous une pension ? .....

### En maladie

depuis le [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

depuis le [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

**Autre cas** (*congé maternité, congé parental, hospitalisation, détention sauf régime de semi-liberté, longue maladie, étudiant, etc.*)

depuis le [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

depuis le [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

Nom et adresse de l'établissement en cas d'hospitalisation ou de détention .....

**Si pour une de ces situations**, les indemnités ou pensions sont versées par un pays étranger, précisez :

Nom organisme et pays : .....

Nom organisme et pays : .....

### Sans activité

depuis le [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

depuis le [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

Sans activité depuis toujours

Sans activité depuis toujours

### Emplacement réservé

Date demande :





## Documents à joindre à votre déclaration

Si vous n'êtes pas encore allocataire, veuillez joindre tous les documents demandés. Vous devez joindre également les documents demandés dans le tableau ci-dessous lorsqu'ils concernent votre enfant décédé (vous pouvez être concerné par plusieurs rubriques).

Si vous êtes déjà allocataire, veuillez joindre uniquement les documents relatifs à votre changement de situation ou à l'arrivée d'une personne à votre foyer.

La Caf est susceptible de vous demander des documents complémentaires.

### Dans tous les cas

- un relevé d'identité bancaire (avec code BIC - IBAN) ;
- la déclaration de ressources jointe à remplir pour déterminer le montant de l'allocation demandée.

### Si vous êtes marin pêcheur

- l'attestation d'inscription au rôle délivré par les affaires maritimes.

### Si votre conjoint, concubin ou pacsé est titulaire de la fonction publique (hospitalière, territoriale, État)

- la copie de cessation de paiement de son employeur.

### Si vous ou votre conjoint, concubin ou pacsé êtes en chômage partiel

- l'attestation de l'employeur ou la photocopie des bulletins de salaires des mois concernés.

### Si vous ou votre conjoint, concubin ou pacsé êtes au chômage et relevez d'un autre organisme que Pôle Emploi

- la photocopie de la notification d'attribution ou de refus d'allocation.

### Si vous percevez une pension de l'État

- la photocopie du titre de pension

### Si vous ou votre conjoint, concubin ou pacsé êtes pensionné de plusieurs régimes à la fois (général, agricole...) ou d'un pays étranger

- la photocopie des notifications d'attribution de chacune des pensions (retraite de base et invalidité), y compris de réversion.

### Si vous, une personne de votre foyer ou votre enfant décédé êtes de nationalité étrangère né hors de France

- la photocopie recto-verso de la carte d'identité ou du passeport ou du titre de séjour\*\* en cours de validité ou visa long séjour valant titre de séjour ou, en l'absence d'un de ces documents, carte de ressortissant d'un état de l'UE ou de l'EEE\* ou carte du combattant (avec photo) ou livret de circulation.

### Si vous êtes de nationalité étrangère autre que UE, EEE\* ou Suisse

- pour vous : la photocopie de votre titre ou document de séjour\*\* en cours de validité ;
- et, pour vos enfants mineurs (y compris votre enfant décédé) s'ils sont nés à l'étranger : la photocopie du certificat de l'Ofii (ex. Anaem) délivré dans le cadre du regroupement familial ou du visa délivré par l'autorité consulaire et comportant le nom de l'enfant si un parent a un titre de séjour avec la mention « Scientifique » ou attestation préfectorale certifiant la régularité du séjour de l'enfant dont un parent est détenteur d'une carte de séjour temporaire avec la mention « Vie privée et familiale » attribuée au titre d'une régularisation exceptionnelle.

### Si vous êtes demandeur d'asile, réfugié, apatride ou bénéficiaire d'une protection subsidiaire

- pour vous : la photocopie lisible de votre titre de séjour\*\* en cours de validité ou récépissé constatant l'admission en France au titre de l'asile ou récépissé constatant la reconnaissance d'une protection internationale avec la décision de l'Ofpra ou de la Cour nationale du Droit d'asile précisant le type de protection accordée ;
- et, pour vous et votre conjoint : la photocopie lisible d'un acte de naissance ou, en l'absence de ce document, du document d'état civil établi par l'Ofpra ;
- pour les enfants à votre charge (y compris l'enfant décédé) : la photocopie lisible d'un acte de naissance ou, en l'absence de ce document, la photocopie du livret de famille ou du document d'état civil établi par l'Ofpra.

\* Les pays de l'Union européenne (UE) et de l'Espace économique européen (EEE)

Allemagne – Autriche – Belgique – Bulgarie – Chypre – Croatie – Danemark – Espagne – Estonie – Finlande – France – Grèce – Hongrie – Irlande – Islande – Italie – Lettonie – Liechtenstein – Lituanie – Luxembourg – Malte – Norvège – Pays Bas – Pologne – Portugal – République Tchèque – Roumanie – Slovaquie – Slovénie – Suède.

\*\* La Caf vérifie les documents transmis auprès des services du Ministère de l'Intérieur.





# NOTICE pour remplir votre Déclaration de ressources 2020

- ❶ Vous devez déclarer tous vos revenus imposables perçus en France en 2020 et certains revenus non imposables (rubrique 3 de la grille au recto) ainsi que ceux de votre conjoint, concubin ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité (Pacs).
- Si vous avez perçu des revenus à l'étranger ou versés par une organisation internationale, vous devez les ajouter à ceux perçus en France dans les rubriques 2 à 9.
  - Si vous avez payé des frais de tutelle ou de curatelle, vous devez les déduire des revenus à déclarer dans les rubriques 2 à 5 et 7 à 9.
  - Si vous avez racheté des trimestres pour la retraite, dans la limite de 12, vous devez déduire les sommes payées à ce titre des montants des revenus à déclarer dans les rubriques 2 ou 7.
- ❷ **Salaires** avant abattement fiscal de 10 %
- Sont inclus dans les salaires : les heures supplémentaires, les congés payés et la partie imposable des indemnités de licenciement. Sont également assimilés à des salaires : les traitements, les revenus de stages imposables, de contrats aidés, de Contrat unique d'insertion (Cui), de Contrat à durée déterminée d'insertion (Cddi), de Contrats de professionnalisation, l'Aide différentielle au reclassement (Adr), les compléments notamment familiaux pour les organisations internationales, les rémunérations des gérants et associés (article 62 du Code général des impôts), les avantages en nature, la partie imposable des ressources pour les apprentis sous contrat, pour les assistantes maternelles et familiales et pour les étudiants de moins de 25 ans pour l'activité exercée pendant leurs études, la rémunération garantie des travailleurs handicapés, les bourses d'études et de recherche imposables.
  - Indemnités journalières imposables, de maladie, maternité, paternité, adoption et fraction imposable des indemnités journalières d'accident du travail ou de maladie professionnelle, versées par votre organisme d'assurance maladie.
  - Les frais réels déductibles correspondent au montant déclaré aux Impôts.
- ❸ **Allocations de chômage, préretraites et autres revenus imposables** avant abattement fiscal
- Allocations de chômage partiel ou total versées par Pôle emploi, allocations spécifiques de reclassement (Asr), allocations de formation-reclassement (Aref), allocations formation de fin de stage (Affs) ou rémunérations des stagiaires du public (Rsp), allocation différentielle perçue au titre du Fonds de solidarité des anciens combattants d'Afrique du Nord et allocation équivalent retraite (Aer), Allocation de sécurisation professionnelle (Asp).
  - Allocations de préretraite totale, préretraite progressive, allocations de chômage du Fonds national de l'emploi versées par Pôle emploi, allocations de remplacement pour l'emploi (Arpe) ou pour cessation anticipée d'activité (Catc), préretraite amiante, congés de fin d'activité du secteur public.
  - Les indemnités versées aux élus locaux
- ❹ **Revenus des professions non salariées** sans déduire les déficits des années antérieures
- Bénéfices industriels ou commerciaux (Bic), bénéfices non commerciaux (Bnc), bénéfices agricoles (Ba).
  - Micro Bic, micro Bnc, micro Ba et plus-values à court terme (après déduction des abattements fiscaux forfaitaires).
  - Auto-entrepreneurs/Micro-entrepreneurs (y compris ceux ayant opté pour le versement libératoire) : Chiffre d'affaires ou recettes après déduction des abattements fiscaux applicables au régime «Micro».
  - Rémunération non soumise au régime fiscal des "traitements et salaires" des gérants et associés.
- Attention !** Vous avez une ligne spéciale pour déclarer vos revenus si vous êtes adhérent d'un centre de gestion agréé ou auto-entrepreneur/micro-entrepreneur, ou dépendez du régime micro, et une autre ligne pour vos bénéfices si vous n'êtes pas adhérent d'un centre de gestion agréé.
- ❺ **Déficits professionnels ou fonciers** sans reporter les déficits des années antérieures
- Déficits de l'année 2020 uniquement : déficits professionnels -montants réels- (travailleurs indépendants) ou déficits fonciers, montants limités à 10 700 euros ou 15 300 euros si amortissement Perissol.
- ❻ **Retraites, pensions et rentes imposables** avant abattement fiscal
- Toutes pensions et rentes imposables reçues en 2020, y compris les majorations de pension ou de retraite pour charges de famille et l'allocation de préparation à la retraite perçue au titre du Fonds de solidarité des anciens combattants d'Afrique du Nord.
- ❼ **Pensions alimentaires reçues** avant abattement fiscal
- Toutes les pensions alimentaires reçues en 2020.
- ❽ **Autres revenus** après abattements fiscaux sans déduire les crédits d'impôts, les déficits et les pertes des années antérieures
- Revenus fonciers (revenus de biens immobiliers), micro fonciers (après déduction de l'abattement fiscal forfaitaire).
  - Rentes des contrats d'épargne-handicap souscrits par vous-même. Ne déclarez pas la rente-survie souscrite par votre famille en votre faveur.
  - Autres : - revenus des capitaux et des valeurs mobilières (actions, obligations...) après abattement;
    - revenus soumis à prélèvement libératoire sans déduire le montant de l'impôt;
    - plus-values et gains divers taxés à un taux forfaitaire, y compris les plus-values de cession des professions non salariées;
    - rentes viagères à titre onéreux.
    - revenus des locations meublées non professionnels, autres revenus industriels et commerciaux non professionnels, revenus non commerciaux non professionnels (ces sommes sont à majorer de 25% si vous êtes soumis au régime du bénéfice réel ou de la déclaration contrôlée et que vous ne faites pas appel à un organisme de gestion agréé).
- ❾ **Charges déductibles**
- Pensions alimentaires versées. Lorsque les montants font suite à une décision de justice intervenue avant le 1er janvier 2006, précisez-le sur papier libre. Ne déclarez pas celles versées aux enfants majeurs pour lesquels vous recevez des prestations, ni les prestations compensatoires versées sous forme de capital et sur une période inférieure ou égale à 12 mois.
  - Csg déductible sur les revenus du patrimoine.
  - Plans d'épargne retraite (Perp, Préfon...), cotisations volontaires de Sécurité sociale y compris cotisations de rachat au titre de la retraite pour les personnes ne percevant ni salaires ni pensions.

**Attention ! Si vous êtes dans un des cas suivants merci de nous adresser par courrier séparé une copie de votre carte ou de la notification de votre pension :**

- vous avez une carte d'invalidité ou une carte mobilité inclusion portant la mention «invalidité»,
- vous êtes titulaire d'une pension militaire d'invalidité d'au moins 40% ou d'une pension d'invalidité pour accident de travail d'au moins 40%..

Emplacement réservé à la Caf

Date demande :

PAGE 2/2

MAT 000000 -  
IDX X 3201018 C -



\*000000320100000000\*